

Mentions légales

Propriétaire du site Internet :

Champagne LANOU BRAYE

SCEV LANOU BRAYÉ

1557 route de Pavant - 77750 BASSEVELLE

SIRET : 793 380 023 00010

TVA Intracommunautaire : FR59793380023

Ressortissant du Comité Champagne - SIRET 78038582900012

Titulaire de l'identifiant unique FR246127_01QEKR

Téléphone : 01 60 22 51 11

Email : champagnelanoubraye@free.fr

Créateur du site Internet :

HT Marketing, 45 avenue de Paris - 51530 Saint-Martin d'Ablis www.htmarketing.fr

Hébergement : www.o2switch.fr

Responsable de la publication

Directeurs de publication : Mélanie Candellier & Rémy Sonnette.

Si vous remarquez une erreur ou un lien erroné sur ce site merci de nous contacter.

Droits d'auteur

L'ensemble de ce site relève de la législation française sur le droit d'auteur et la propriété intellectuelle. En application de l'article L122-4 du Code de propriété intellectuelle : « Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur est illicite (...) » et par conséquent interdite sauf autorisation du Champagne LANOU BRAYE. Les logos, visuels et pdf sur ce site sont la propriété du Champagne LANOU BRAYE. Toute reproduction intégrale ou partielle de ce site ou de l'un des éléments qui le compose est interdite. Le Champagne LANOU BRAYE se réserve le droit de demander des dommages et intérêts en cas de contrefaçon et plus généralement d'atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

Gestion des liens

Le site contient des liens vers d'autres sites Web ou d'autres sources Internet.

Dans la mesure où le Champagne LANOU BRAYE ne peut contrôler ces sites et ces sources externes, le Champagne LANOU BRAYE ne peut être tenu pour responsable de la mise à disposition de ces sites et sources externes, et ne peut supporter aucune responsabilité quant au contenu, publicités, produits, services ou tout autre matériel disponible sur ou à partir de ces sites ou sources externes.

L'internaute reconnaît que l'utilisation du site internet du Champagne LANOU BRAYE est régie par le droit français. (Loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique).